

**7^e Conférence Africaine sur la Population
Johannesburg, Afrique du Sud, 30 novembre -4
décembre 2015**

Séance 119
Analyser la disponibilité des commodités

**Attachement à une forte fécondité en Côte d'Ivoire.
Un regard sur les facteurs culturels**

Elise KACOU, *IDUP*¹-*ENSEA*²; Brahima TOURE, *INS*³

¹ Institut de Démographie de l'Université de Paris 1

² Ecole Nationale supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée

³ Institut National de la Statistique

Contexte et justification

L'Afrique subsaharienne demeure la région la plus féconde du monde dans un contexte où l'utilisation de la contraception est très limitée. Dans ce type de sociétés pronatalistes, la procréation s'avère primordiale et est à la base même de la stabilité du couple. Ainsi, l'enfant a une valeur culturelle dans la mesure où il est considéré comme un symbole, un prestige, un capital social. D'ailleurs, la valeur d'un individu se mesure par sa performance génésique, ce qu'illustre ce proverbe : « n'est pas riche qui a de l'or, n'est pas riche qui a de l'argent, est riche qui a des enfants (avec lui) » (Wakam, 1994). La descendance nombreuse est alors considérée comme un atout pour la famille en termes de main d'œuvre et de capital vieillesse. L'explication à cette fécondité élevée se trouve dans divers facteurs socio-économiques en interrelation (Tabutin, 2007). D'une part, la faiblesse de la croissance économique marquée la persistance de la pauvreté et la mauvaise qualité des services publics contribuerait à la permanence de la forte fécondité (Vimard et Fassassi, 2007). D'autre part, les auteurs (Vimard, 1996⁴ ; Wakam, 1994) mettent en avant les considérations sociales, religieuses et culturelles.

De l'indépendance jusqu'aux années 1991, la Côte d'Ivoire a opté pour une politique pronataliste dans le but de construire un important marché intérieur à la mesure des ambitions économiques (Fassassi, 2001). Mais après des années de croissance économique continue les indicateurs macro-économiques et sociaux se sont altérés à partir de la décennie 1980 avec la chute des prix des matières premières. Ce fléchissement de la croissance va favoriser une remise en cause du modèle pronataliste. Ainsi, sous la pression internationale, le pays a adopté la déclaration de politique de développement des ressources humaines en 1991 puis la déclaration de politique de population en 1997 et enfin le premier programme national d'actions en matière de population en 2002.

⁴ Evolution de la fécondité et crises africaines

Malgré la position favorable à une forte natalité des autorités, on assiste depuis le début des années 1980 à une baisse de la fécondité. L'indice synthétique de fécondité (ISF) est passé respectivement de 7,2 enfants en 1981 à 6,3 enfants par femme en 1988 (REPCI, 2006). Des données plus récentes confirment cette tendance à la baisse même si celle-ci demeure faible: 5,0 enfants par femme en 2011-2012. Cette baisse ne saurait être réelle et durable que si l'on constate une diminution du nombre d'enfants souhaités. Or, en Côte d'Ivoire, la demande d'enfants chez les femmes est supérieure à la fécondité réelle (EDS 2011-2012). A ce stade pour mieux comprendre le niveau actuel de la fécondité, il nous paraît nécessaire d'analyser l'attachement à une descendance nombreuse en regardant du côté des pesanteurs culturelles.

Données et méthodes

Les données utilisées dans cette communication sont issues de la dernière Enquête Démographique et de Santé (EDS-MICS) réalisée en Côte d'Ivoire en 2011.

Cette enquête a été menée auprès d'un échantillon de 10 413 ménages. L'échantillon de L'EDS-MICS 2011-2012 était un échantillon aréolaire stratifié à deux degrés. Au premier degré, des grappes ou Zones de Dénombrement (ZD) ont été tirés sur l'ensemble du territoire national à partir de la liste des ZD du Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH) de 1998. Au deuxième degré de tirage et selon le milieu de résidence, un nombre fixe de ménages a été tiré dans chaque grappe dénombrée par un tirage systématique à probabilité égale. Le nombre moyen de ménages tirés dans une grappe est de 27 en milieu urbain et de 32 en milieu rural. Ainsi, 10 060 femmes âgées de 15-49 ans sur 10 848 attendus ont été enquêtées avec succès (soit 93% de taux de réponse)

La variable dépendante de l'étude est le nombre idéal d'enfants. Les variables indépendantes retenues dans le cadre de cette étude sont les suivantes :

Tableau 1: Variables de l'étude

CONCEPTS	VARIABLES
Facteur culturel	Ethnie
	Religion
Facteur socio-économique	Niveau de vie du ménage
	Niveau d'instruction
	Milieu de résidence
	Occupation de la femme
Variables intermédiaires	Type d'union
	Utilisation de la contraception

Les méthodes d'analyse sont de deux ordres : des analyses descriptives et des analyses multivariées en l'occurrence la régression logistique. Les premières permettent de saisir les différentes associations qui existent entre les variables (dépendantes et indépendantes). Mais ces méthodes ne permettent pas à elles seules d'établir de manière indubitable l'influence des facteurs culturels sur le nombre idéal d'enfants. Dans la logique de recherche des mécanismes d'action des facteurs culturels, une régression pas à pas est utilisée.

Résultats

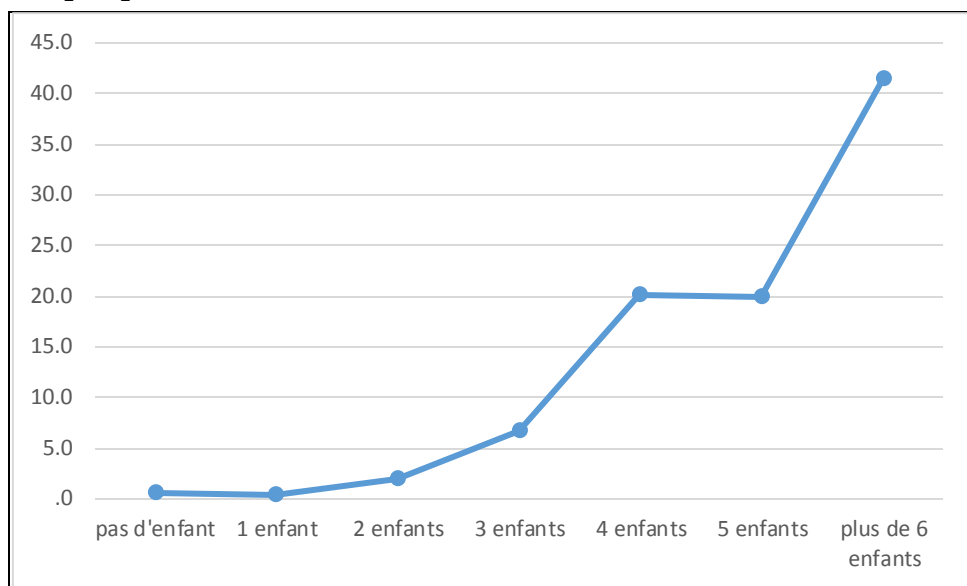
Analyse descriptive

Le nombre idéal moyen d'enfants pour l'ensemble des femmes ayant donné une réponse numérique s'établit à 5,2 et à 5,7 pour les femmes en union. Ce nombre idéal

est supérieur à l'ISF (5,0), ce qui montre l'attachement des femmes à une descendance nombreuse.

Le graphique 1 montre que la proportion de femmes en union désirant plus d'enfants croît rapidement à partir de trois enfants. En effet, En examinant la distribution des tailles idéales déclarées, seulement 9,5% des femmes interrogées désirent au moins trois enfants. Cette proportion passe rapidement à 29,6% pour les femmes désirant au moins quatre enfants. Par ailleurs, il apparaît que pour quatre femmes sur dix (41,5 %), le nombre idéal est de 6 enfants ou plus.

Graphique 1 : nombre idéal d'enfants chez les femmes en union



Source : EDS-MICS 2012, nos calculs

On relève des disparités selon la région. Les régions du Nord et du Nord-Ouest se caractérisent par un nombre idéal d'enfants relativement élevé (respectivement 6,7 et 6,2 enfants) ; tandis que les régions du Centre-Est (5,2) et la ville d'Abidjan (5,0) ont un nombre idéal inférieur à la moyenne nationale de 5,7 enfants (Tableau 2).

Tableau 2: parité atteinte et nombre idéal moyen d'enfants par région

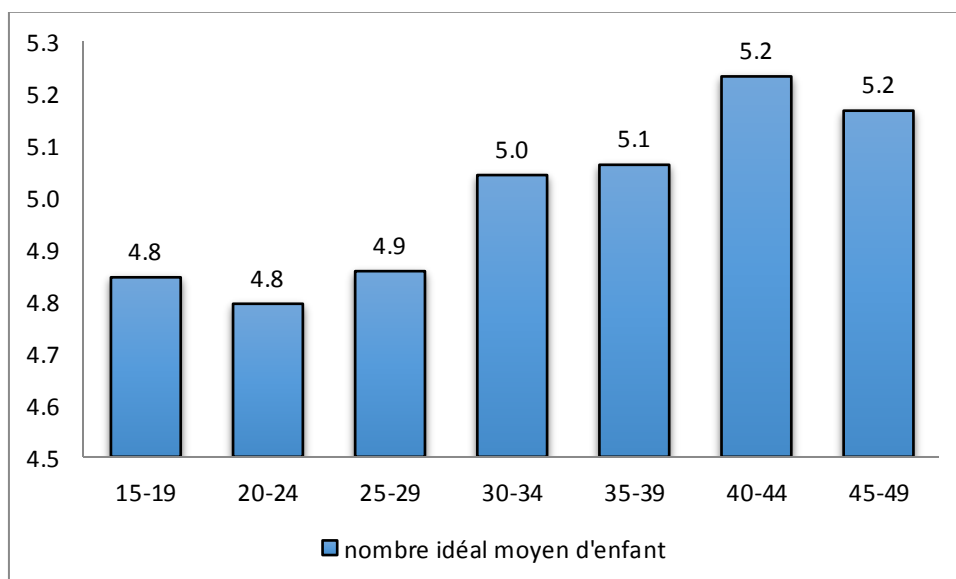
Régions	Parité atteinte	Nombre idéal moyen d'enfants
Nord-Ouest	4,4	6,7
Nord	4,1	6,2

Centre-Ouest	3,8	6,1
Ouest	3,9	5,9
Centre	4,7	5,8
Nord-est	4,1	5,8
Sud sans Abidjan	3,8	5,7
Centre-Nord	4,0	5,7
Sud-ouest	3,3	5,6
Centre-Est	3,4	5,2
Ville d'Abidjan	2,9	5,0

Source : EDS-MICS 2012, nos calculs

Le nombre idéal d'enfants varie selon l'âge des femmes : les générations les plus jeunes déclarent un nombre idéal d'enfants moins élevé que les générations les plus âgées. En effet, les femmes en union âgées de 15 à 19 ans souhaiteraient avoir 4,8 enfants contre 5,2 pour les femmes de 40-44 ans et 45-49 ans (Graphique 2). Ces résultats pourraient indiquer que l'attachement à une forte fécondité s'amenuise au fil du temps.

Graphique 2: Nombre idéal d'enfants par groupe d'âge des femmes



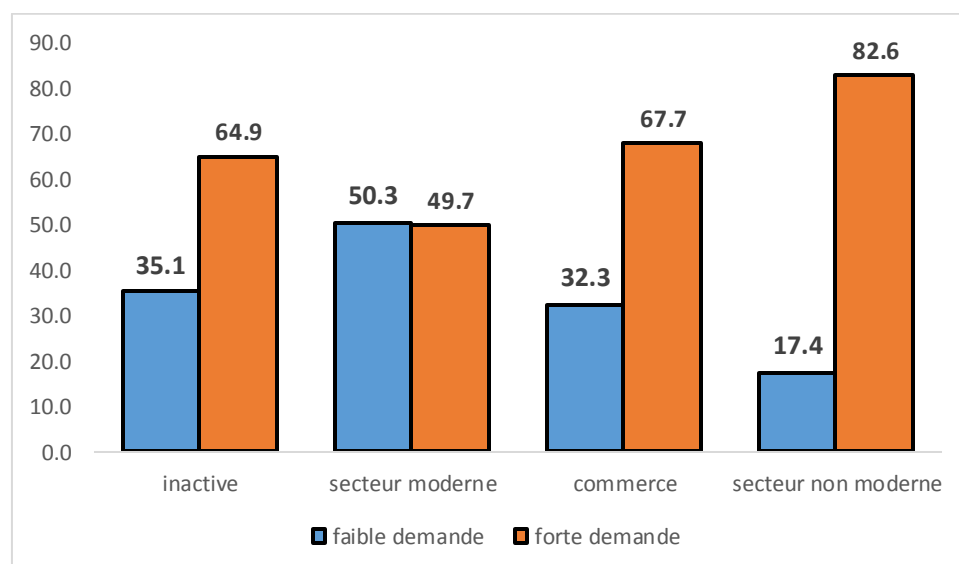
Source : EDS-MICS 2012, nos calculs

Pour la suite de nos analyses, nous considérons que la demande d'enfants est forte pour les femmes désirants moins de quatre enfants. Cette demande est jugée forte, si

le désir d'enfant est supérieur ou égal à cinq enfants pour les femmes en union ayant donné une réponse numérique.

Le graphique 3 montre que le nombre idéal d'enfants varie significativement avec l'occupation de la femme en union. La préférence pour un plus grand nombre d'enfants est plus marquée chez les femmes en union exerçant dans le secteur non moderne de l'économie mais également chez les femmes inactives et les commerçantes. A l'inverse on observe chez les femmes du secteur moderne une préférence pour un nombre peu élevé d'enfants. Cette différence est peu marquée et montre encore une fois l'attachement des femmes en union à une forte fécondité.

Graphique 3 : nombre idéal d'enfants selon l'occupation des femmes en union



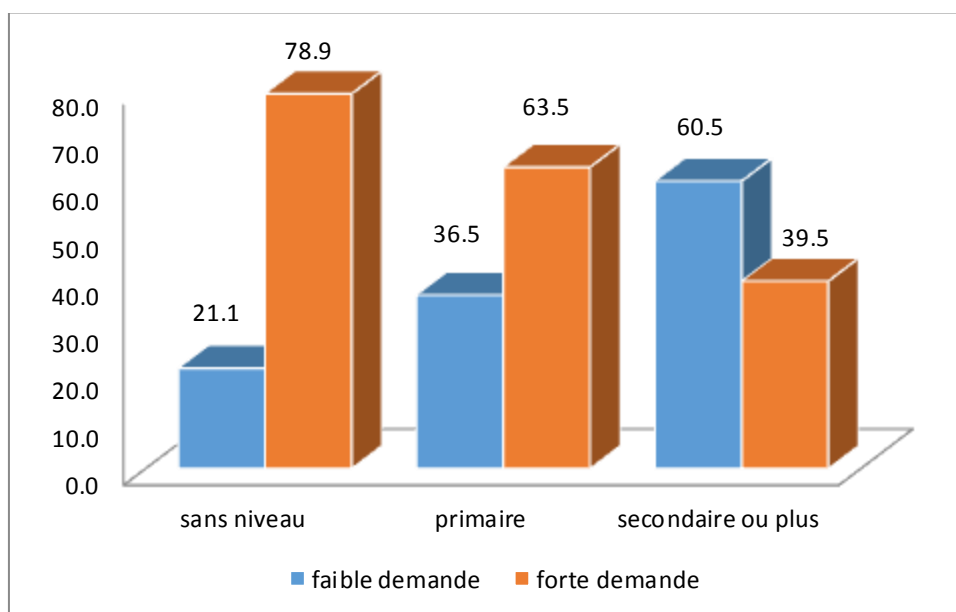
Source : EDS-MICS 2012, nos calculs

L'instruction permet aux femmes de faire face à d'autres modes de pensée ou de raisonnement, à d'autres valeurs, etc. Elle joue un rôle important dans la transformation du milieu socioculturel de l'individu et agit sur les comportements. Elle favorise son émancipation, son ouverture vers le monde extérieur en favorisant l'abandon des comportements traditionnels au profit des comportements modernes. C'est une variable qui peut influencer les attentes de la femme en matière de fécondité.

On observe une forte demande d'enfants chez les femmes sans niveau d'instruction (78,9%) et chez celles ayant le niveau primaire (63,5%). Cette demande quoique forte

est négativement liée au niveau d'instruction. En effet, pour près de six femmes sur dix (60,5%), le nombre idéal d'enfants est inférieur ou égal à quatre enfants (Graphique4).

Graphique 4 : nombre idéal d'enfants selon le niveau d'instruction des femmes en union



Source : EDS-MICS 2012, nos calculs

D'une façon générale, le comportement de l'individu est influencé par les facteurs socioculturels du fait que l'individu appartient en premier lieu à son groupe d'appartenance sociale (famille, collectivité, lignage...). Le comportement de l'individu est donc régi par un ensemble de normes et valeurs, de coutumes, de rites, de tabous qui diffèrent d'une société à l'autre. L'ethnie et la religion, en tant que

groupe commun de croyances, de pratiques, de normes et de valeurs, constituent des éléments importants tant au niveau individuel que collectif à la demande d'enfants. Ces valeurs sont susceptibles d'avoir un impact sur la demande d'enfants.

Le tableau 3 révèle que les non ivoiriens sont plus nombreux (77,1%) à désirer plus d'enfants que les grands groupes ethniques de la Côte d'Ivoire. Parmi les femmes ivoiriennes en union, les mandés du nord (72,3%) et les krou (71,3%) ont une demande beaucoup plus forte.

On observe que quelle que soit la religion pratiquée, la demande d'enfants reste forte. Elle est beaucoup plus forte chez les femmes de confessions animistes et sans religion (79,3%) mais aussi chez les femmes musulmanes (73,8%). La religion chrétienne de par sa proximité avec les valeurs occidentales aurait un impact sur la demande d'enfants. En effet, la demande d'enfants observée y est relativement faible (63,0%).

Tableau 3 : Nombre idéal d'enfants par ethnie et religion chez les femmes en union

	0 à 4 enfants	5 enfants et plus
Ethnie		
Akan	36,4	63,6
Krou	28,7	71,3
Mandé du nord	27,7	72,3
Voltaïque	29,8	70,2
Mandé du sud	29,8	70,2
Autres ivoiriens	34,4	65,6
Non ivoiriens	22,9	77,1
Religion		
Musulman	26,2	73,8
Chrétien	37,0	63,0
Animistes et autre religion	20,7	79,3

Source : EDS-MICS 2012, nos calculs

Analyse multivariée

La variable dépendante de notre étude est le nombre idéal d'enfants que nous avons recodé pour obtenir une variable dichotomique :

- Faible demande si la femme désire un nombre d'enfants compris entre 0 et 4 et

- Forte demande si la femme désire plus de cinq enfants.

Ainsi, avons-nous eu recours à la méthode de régression logistique pour identifier les déterminants de la demande d'enfants mais surtout mettre en évidence les facteurs culturels.

Deux modèles ont été élaborés :

- Le premier modèle M1 prend en compte les variables ethnies et religion de la femme et
- Le second modèle M2 est composé du modèle M1 et des autres variables de l'étude.

Les résultats de la régression logistique sont consignés dans le tableau 4.

Les facteurs retenus pour ces modèles de régression logistique s'avèrent être tous des déterminants de la forte demande d'enfants chez les femmes en union, exception faite du milieu de résidence.

Comme indiqué au niveau descriptif, les femmes en union d'origine non ivoirienne ont 72% plus de chances de désirer au moins cinq enfants que les femmes akan. On note également que les femmes krou et mandé du nord ont respectivement des rapports de chances supérieurs à ceux de leur consœurs akan. Les odd-ratio sont de 1,44 et 1,31. En ce qui concerne les femmes du groupe ethnique mandé du nord, la différence observée devient non significatif avec la prise en compte du niveau d'instruction de la femme. Par ailleurs avec la prise en compte de cette variable, les rapports de chances des non ivoiriennes baissent sensiblement passant de 1,72 à 1,35. Par rapport aux femmes musulmanes, les chrétiennes courent en moyenne 25% moins de risque de désirer plus de cinq enfants. Par contre, les femmes animistes et sans religion ont 1,72 fois plus de risque de désirer une forte descendance (M1). Ce risque relatif perd de son pouvoir prédictif avec l'introduction dans le modèle du milieu de résidence et du niveau d'instruction : la différence observée n'est significatif qu'au seuil de 10% contre 1% au modèle M1.

Discussion des résultats

Cet article ambitionnait d'évaluer l'effet des variables culturelles sur la forte demande d'enfants dans le contexte ivoirien. Parmi les indicateurs culturels considérés, l'ethnie et la religion influencent positivement la variable dépendante au seuil de 1%.

Le fait que les rapports de chances observés chez les femmes du groupe mandés du nord se sont annulés après contrôle de son niveau d'instruction signifie que l'ethnie

influence indirectement la forte demande d'enfants à travers le niveau d'instruction de la femme. En d'autres termes, la différence observée entre les femmes krou et les femmes akan s'explique par la différence des niveaux d'instruction entre ces deux groupes.

Par ailleurs, dès l'introduction du milieu de résidence, les différences observées entre les femmes musulmanes et les animistes deviennent non significatifs au seuil de 1% comme au modèle M1. La religion agit donc indirectement sur la demande d'enfants à travers le milieu de résidence.

Ces résultats montrent que le niveau d'instruction contribue au changement des perceptions et représentations culturelles liées à la demande d'enfants. En définitive, les valeurs culturelles ont une influence sur la forte demande d'enfants. Cependant, ces variables agissent indirectement à travers le niveau d'instruction et le milieu de résidence.

Tableau 4: Risques relatifs de désirer plus de cinq enfants parmi les femmes en union

VARIABLE	M1	M2	M3	M4
A. ETHNIE				
Akan (MR)	1,00	1,00	1,00	1,00
Krou	1,44***	1,47***	1,82***	1,90***
mandé du nord	1,31**	1,40***	1,10	1,1
voltaïques	1,10	1,07	0,93	0,92
mandé du sud	1,10	1,07	1,09	1,13
autres ivoiriens	1,10	0,98	0,81	0,95
non ivoiriens	1,72***	1,75***	1,35***	1,42***
B. RELIGION				
Musulman (MR)	1,00	1,00	1,00	1,00
Chrétien	0,74***	0,65***	0,75***	0,74***
Animiste	1,72***	1,23*	1,22*	1,12
C. MILIEU DE RESIDENCE				
Rural		1,00	1,00	1,00
Urbain		0,43***	0,58***	0,92
D. NIVEAU D'INSTRUCTION				
sans niveau			1,00	1,00
Primaire			0,50***	0,59***
Secondaire et plus			0,24***	0,32***
E. OCCUPATION DE LA FEMME				
Commerce				1,00
Inactive				0,91***

Secteur moderne				0,72***
Secteur non moderne				1,50***
F. UTILISATION DE LA CONTRACEPTION				
n'utilise pas				1,00
utilise				0,78***
G. TYPE D'UNION				
Monogame				1,00
Polygame				1,25***
H. NIVEAU DE VIE				
Très pauvre (MR)				1,00
Pauvre				1,01
Moyen				1,05
Riche				0,81*
Très riche				0,60***
I. AGE				
25-29 ans				1,00
15-19 ans				0,84
20-24 ans				0,80**
30-34 ans				1,28***
35-39 ans				1,19**
40-44 ans				1,87***
45-49 ans				1,56***
KHI-DEUX	167,699***	377,527***	646,709***	845,306***

Source : EDS-MICS 2012, nos calculs

***p≤0,01 ** p≤0,05 * p≤0,10

Bibliographie

Fassassi R. 2001. Les facteurs de la contraception en Côte d'Ivoire. Analyse des données de l'enquête démographique et de santé de 1994. CEPED

Tabutin D., 2007, « Les relations entre pauvreté et fécondité dans les pays du Sud et en Afrique subsaharienne. Bilan et explications », in Ferry B. (dir.), L'Afrique face à ses défis démographiques : un avenir incertain, Karthala, p. 253-288

Vimard P., 1996, « Évolutions de la fécondité et crises africaines », in Coussy J. et Vallin J. (éds.), Crise et population en Afrique, Les Études du CEPED n° 13, Paris, CEPED, pp. 293-318

Vimard P. et Fassassi R., 2007. « La demande d'enfants en Afrique subsaharienne », in Ferry B. (dir), L'Afrique face à ses défis démographiques : un avenir incertain, Karthala, 379p.

Wakam J. 1994. De la pertinence des théories économistes de la fécondité dans le contexte socio-culturel camerounais et negro-africain. Les cahiers de l'IFORD N°8, Yaoundé, 527p